

De Snowden à Assange, la nouvelle chasse aux sorcières

6 février 2014



Jean-Marc Manache

Illustration Sophie Loubaton

D'Edward Snowden à Julian Assange, pour l'administration américaine les lanceurs d'alerte d'aujourd'hui sont les communistes d'hier, les « sorcières » du XXI^e siècle...

Les États-Unis subissent une nouvelle attaque... de paranoïa aiguë. La première crise notable remonte à la guerre froide quand le gouvernement US décide de créer la NSA pour espionner les télécommunications du bloc communiste. Après 1989, une fois le mur de Berlin tombé, la psychose US passe au stade supérieur lorsque la NSA se met à espionner... le monde entier. Ironie de l'histoire, quelques années plus tard Edward Snowden, le lanceur d'alerte à l'origine des révélations sur l'ampleur des écoutes de la NSA, a trouvé refuge à... Moscou, tandis que Laura Poitras, la journaliste à qui il a confié des milliers de documents classés secrets, vit en exil à Berlin ! Idem pour Jacob Appelbaum, un hacker proche de WikiLeaks, lui aussi harcelé par les autorités américaines. Aujourd'hui, le nombre de lanceurs d'alerte poursuivis, voire condamnés, est tel que l'on pourrait parler d'une nouvelle « chasse aux sorcières » semblable à celle orchestrée par l'affreux McCarthy dans les années 1950.

La suspicion en héritage

Remember. Le 9 février 1950, lors d'un discours mémorable, le sénateur républicain Joseph McCarthy brandit un bout de papier affirmant être en possession d'une liste de 205 noms de membres du Parti communiste, autrement dit des « traîtres », travaillant pour le département d'État américain. Ainsi lancée, la « chasse aux sorcières » conduit plusieurs centaines de personnes en prison, et brise la carrière de milliers d'autres : plus de 10000 fonctionnaires sont renvoyés ou contraints de démissionner, et plus de 300 cinéastes, journalistes ou chercheurs se retrouvent « black listés », empêchés d'exercer leur métier. Si on ajoute à cela la traque des homosexuels [1], eux aussi dans le viseur de McCarthy, et les très nombreux citoyens « progressistes » qui préfèrent s'autocensurer de peur d'être eux aussi soupçonnés de sympathies communistes, le bilan pèse lourd !

60 ans plus tard, le « péril rouge » est remis aux archives, mais la coopération entre les « grandes oreilles » américaines et britanniques, formalisée dans un traité secret signé en 1946, n'a jamais été aussi florissante. L'existence même de la NSA et du GCHQ [2], créées en 1952 et 1946, fut cachée au grand public pendant des années, au point que la première fut surnommée « No Such Agency » (« l'agence qui n'existe pas »), ou « Never Say Anything » (« Ne jamais rien dire »). Mais les enquêtes parlementaires initiées après le scandale du Watergate commencèrent à lever le voile sur leurs pratiques « coupables ». On découvre ainsi que, de 1967 à 1973 (nom de code MINARET), elles ont travaillé de concert pour espionner près de 6 000 étrangers, et 1 690 organisations et personnalités américaines – dont plusieurs opposants à la guerre du Vietnam tels que Martin Luther King, Mohamed Ali ou Jane Fonda. En 1975, la NSA reconnaît également qu'elle enregistrait tous les télégrammes entrant, sortant ou transitant par les USA, depuis... 1945 (nom de code SHAMROCK), avec la complicité de plusieurs entreprises privées, dont la Western Union. En 1978, après la révélation de ce scandale, les États-Unis créent le Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA), autorité judiciaire censée limiter, et encadrer, les pouvoirs de la NSA, mais dont Edward Snowden a démontré qu'elle avait été largement contournée

Échanges de bons procédés

L'explosion de la téléphonie mobile et de l'Internet a depuis profondément bouleversé la donne et redéfini les objectifs, ainsi résumés par le chef de la NSA dans les années 1990 : « La domination de l'information. » Autrement dit, l'information, c'est le pouvoir, raison pour laquelle la NSA paie grassement le GCHQ pour espionner les Européens (quand bien même la Grande-Bretagne fait partie de l'Union Européenne) et... les Américains (la NSA n'ayant pas le droit d'espionner ses concitoyens, elle demande au GCHQ de le faire à sa place, et vice versa).

De leur côté, les entreprises privées sont aussi priées de jouer à Big Brother, jeu dont la règle est simple : ceux qui ne collaborent pas se rendent directement à la case « Prison ». Marissa Mayer, PDG de Yahoo !, explique ainsi en septembre dernier qu'elle fut obligée d'obéir aux desiderata de la NSA, sous peine d'être arrêtée pour « trahison ». Moins docile, Joseph Nacchio, ex-PDG de Qwest, l'un des plus gros opérateurs de télécommunications (« telcos ») américains, est condamné en 2007 à six ans de prison pour fraude fiscale et délit d'initié. L'histoire remonte à février 2001. Alors qu'il venait de vendre près de 100 M\$ d'actions, Nacchio se rend à une réunion avec la NSA au cours de laquelle il refuse d'aider cette dernière à espionner ses clients, au motif qu'une telle pratique est illégale. Grand mal lui prit ! Car en représailles, le gouvernement ne renouvela pas les contrats passés avec Qwest, soit une partie non négligeable du chiffre d'affaires, faisant ainsi plonger d'un seul coup l'action de la société, et Nacchio pour délit d'initié. Lorsqu'au cours de son procès, le juge (républicain) lui interdit d'établir devant le tribunal le lien entre la demande de la NSA et la perte de ces contrats, il devint évident pour de nombreux observateurs qu'il s'agissait d'un procès politique. Joseph Nacchio n'aurait probablement jamais fini en prison s'il avait accepté, comme d'autres telcos américains (dont AT&T, Verizon et BellSouth, les trois principaux), d'aider la NSA dans son entreprise (illégal) de surveillance massive des télécommunications.

Ladar Levison, PDG du fournisseur de mail texan Lavabit.com, a eu grand tort de compter parmi ces clients un certain... Edward Snowden ! Et quand en juillet dernier, des défenseurs des droits de l'homme reçoivent un e-mail d'edsnowden@lavabit.com, les invitant à la conférence de presse du très recherché Edward Snowden fraîchement débarqué à Moscou, la réaction ne se fait pas attendre. Dès le lendemain, la justice US ordonne à Levison de confier au FBI la clef secrète permettant de déchiffrer l'intégralité des communications échangées par l'ensemble des utilisateurs de Lavabit. Levison, qui avait déjà répondu positivement à une vingtaine de requêtes judiciaires, propose alors au FBI de cibler les seules communications de la personne à surveiller, refusant de livrer en pâture la vie privée de ses 410 000 utilisateurs. Mauvaise réponse. Menacé de payer une amende de 5 000\$ par jour, le PDG texan choisit de protéger l'intimité de ses clients et ferme Lavabit.com.

La nouvelle « menace intérieure »

Le sort des lanceurs d'alerte n'a rien à envier à celui des telcos. Harcelés par les autorités US, deux Américains et une Britannique ont carrément préféré s'exiler à Berlin. La documentariste Laura Poitras, inscrite sur la liste des personnes à contrôler aux frontières US, a été interrogée une quarantaine de fois. Son « crime » ? Avoir réalisé un documentaire sur l'Irak pendant l'occupation américaine, et avoir recueilli les confessions de plusieurs lanceurs d'alerte de la NSA, raison pour laquelle elle est contactée par Edward Snowden, quand il cherche à confier au désormais célèbre journaliste du Guardian, Glenn Greenwald, les documents soutirés à la NSA et au GCHQ.

Bloqué une douzaine de fois aux frontières américaines, Jacob Appelbaum, figure de la défense de la vie privée aux USA et proche de WikiLeaks, a lui aussi choisi de s'exiler à Berlin. C'est également l'option retenue par Sarah Harrison, cette journaliste britannique, ancienne assistante de Julian Assange, qui accompagnait Edward Snowden dans sa fuite à Moscou. Quant à David Miranda, le compagnon de Glenn Greenwald, il a été placé en rétention pendant 9 heures à l'aéroport Heathrow de Londres, avec saisie de sa console de jeu, de son ordinateur portable, d'un disque dur, de clefs USB et de son téléphone portable, le tout sous couvert d'une loi « antiterroriste ».

Devenus des cibles privilégiées des services de surveillance, tous les lanceurs d'alerte n'ont pas eu le temps de se mettre à l'abri. Et si Julian Assange a pu se réfugier dans l'ambassade d'Equateur, où il se terre depuis juin 2012, d'autres croupissent dans les prisons américaines.

Depuis le début de l'année, quatre d'entre eux ont ainsi été condamnés, tandis que d'autres attendent toujours leur procès au fond de leur cellule. En janvier, John Kiriakou, 48 ans, un ancien agent des forces antiterroristes de la CIA, écope de 30 mois de prison ferme pour avoir confirmé à la presse les méthodes de torture de son ex-employeur. Le 21 août, accusée d'avoir fourni des documents classifiés à WikiLeaks, Chelsea (ex-Bradley) Manning en prend pour 35 ans, après avoir déjà passé 3 ans dans les geôles américaines dans l'attente de son procès. Le rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme sur la torture, dépendant des Nations Unies, avait entre-temps qualifié ses conditions de détention de « cruelles, inhumaines et dégradantes ».

Le 14 novembre, Donald Sachtleben, 55 ans, un ancien expert en explosifs du FBI, était condamné à 3 ans 1/2 de prison ferme pour avoir expliqué à un journaliste comment la CIA avait déjoué un attentat contre un avion de lignes en partance du Yémen pour les USA. Le lendemain, Jeremy Hammond, un hacker de 28 ans affilié au mouvement Anonymous, était condamné à 10 ans de prison pour avoir piraté de nombreux serveurs, dont ceux de Stratfor, une société privée américaine de renseignement, utilisé les coordonnées bancaires de ses clients pour virer 700 000\$ à des ONG, et transmis 5 millions de ses courriels à WikiLeaks, à la demande d'un... informateur du FBI. Incarcéré depuis septembre 2012, Barrett Brown, un journaliste d'investigation de 32 ans, connu pour ses enquêtes sur la société de surveillance et l'industrie privée de la cybersécurité, risque, lui, 105 ans de prison, pour avoir copié un lien permettant d'accéder aux données piratées sur les serveurs de Stratfor.

Au total, pas moins de 8 lanceurs d'alerte ont ainsi été accusés d'« espionnage » par l'administration Obama, contre « seulement » 3 sous Nixon, Reagan et Bush réunis... Cette nouvelle « chasse aux sorcières » fait d'ailleurs l'objet d'un programme global mis en place en 2011, nom de code « Insider Threat » (« menace intérieure »), incitant les fonctionnaires à surveiller leurs collègues, et menaçant de poursuites judiciaires tous ceux qui ne dénonceraient pas les comportements « suspects ». L'armée US a ainsi lancé un jeu vidéo en ligne expliquant que le fait de se plaindre ouvertement de la politique étrangère américaine, et de se rendre fréquemment à l'étranger, révèle un profil à « haut risque ». Tandis que le ministère de l'Éducation explique de son côté à ses employés que le stress, le fait de divorcer, d'avoir des problèmes financiers ou d'être frustré au travail, peut transformer quelqu'un de fiable en une « menace intérieure ». Pour approfondir le sujet, les bons patriotes peuvent aussi consulter le guide pratique du ministère de l'Agriculture qui propose ni plus ni moins d'« explorer le cerveau d'un espion », et stigmatise les introvertis, narcissiques, rétifs à l'autorité et « cyberdépendants »...

NSA tendance Star Trek

On aurait aussi pu parler de ces ordinateurs contenant les documents confiés par Snowden et que le rédacteur en chef du Guardian a dû détruire, à coups de meuleuse et de perceuse, à la demande d'agents du GCHQ, dans les sous-sols de la rédaction ; de l'interdiction de survol des espaces aériens français, espagnols et italiens de l'avion qui ramenait de Russie Evo Morales, le Président bolivien, suspecté de transporter Edward Snowden ; ou encore du suicide d'Aaron Swartz, 26 ans, figure de proue de la défense des libertés sur Internet, qui risquait 35 ans de prison pour avoir rendu public 4,8 millions d'articles scientifiques...

Nombreux sont ceux qui s'étonnent – et déplorent – de découvrir que la NSA en particulier, et l'administration Obama en général, sont aujourd'hui souvent comparées à la STASI, ce « ministère de la Sécurité d'État » qui employait 2,5% de la population est-allemande pour espionner les 97,5% restant. Si les États-Unis ne sont pas l'Allemagne de l'Est, l'institutionnalisation de la paranoïa aux USA n'en reste pas moins effarante. Comment ce pays, qui se veut le parangon des libertés, en est-il arrivé à déployer ainsi un système de « surveillance massive » de l'ensemble des télécommunications, à l'échelle du monde entier ? Comment Barack Obama, Prix Nobel de la paix, peut-il raisonnablement poursuivre ou qualifier de « terroristes » des lanceurs d'alerte, défenseurs des droits de l'homme et de la vie privée ?

L'été dernier, on découvrait que la NSA avait demandé à un cabinet d'architectes d'intérieur de décorer son « Centre de domination de l'information » (« Information Dominance Center ») en le calquant sur le modèle de... l'USS Enterprise, le vaisseau spatial de la série Star Trek. Délire d'hyper-puissance, forme quasi-psychiatrique de psychose paranoïaque, signe du déclin, voire de la décadence de l'empire américain, il est urgent de soigner cette surveillance généralisée « made in NSA », cette paranoïa institutionnalisée par Obama.

Notes

[1] En cette même année 1950, le département d'État américain révéla de son côté qu'il avait « accepté » la démission de 91 de ses employés, homosexuels.

[2] Gouvernement communication headquarters, le service de renseignement électronique du gouvernement britannique.

»» <http://www.regards.fr/web/La-nouvelle-chasse-aux-sorcieres,7382>